



**Le 5 décembre,
manifestons pour le droit au travail,
à la protection sociale, contre
le chômage et la précarité!**

ENSEMBLE, EXIGEONS :

- L'annulation définitive de la réforme assurance chômage ;
- La Hausse des minima sociaux et un RSA dès 18 ans ;
- Le droit au travail: toute personne a droit à un emploi de son choix ;
- Des embauches immédiates dans le privé et le public pour répondre aux besoins ;
- Une réduction du temps de travail à 32 heures pour travailler toutes et tous ;
- Interdiction des licenciements spéculatifs ;
- Des aides conditionnées à l'arrêt des licenciements, aux embauches, et au développement du droit à la formation ;
- L'ouverture de droits à toutes et tous, en commençant par une prolongation de tous les droits en cours et la suppression des seuils d'accès à la protection sociale.

11H devant la préfecture des Côtes d'Armor

Si l'INSEE annonce une hausse de 628 000 chômeurs (au sens du BIT: bureau international du travail) au troisième trimestre 2020, leur nombre atteint donc atteint 2,7 millions en France (hors Mayotte). Mais si on regarde le halo du chômage (des personnes qui souhaitent travailler mais ne sont pas considérées au chômage) et le sous-emploi, un participant au marché du travail sur cinq (personne active ou dans le halo autour du chômage) se trouve contraint dans son offre de travail.

Alors que le nombre de chômeurs explose, de grosses entreprises utilisent le coronavirus comme prétexte pour licencier et poursuivre leur course aux profits. Comme hier au nom de la compétitivité, le patronat et son gouvernement font aujourd'hui payer la crise aux travailleurs, à commencer par les plus précaires !

RÉFORME DE L'ASSURANCE CHOMAGE!



Au lieu de défendre les emplois existants, et de combattre le chômage en partageant le travail, le gouvernement continue d'abreuver le patronat de centaines de milliards d'aides publiques et d'exonérations de cotisations sociales, sans conditions de sauvegarde de l'emploi.

Au lieu d'assurer une protection sociale à toutes celles et tous ceux qui subissent le chômage et basculent de façon massive vers les minima sociaux et la pauvreté, le gouvernement s'apprête à appliquer sa réforme de l'assurance chômage au 1er avril 2021.

Ce sont davantage des femmes, des jeunes et des personnes précaires qui sont touchées. Difficultés sociales et difficultés psychologiques vont de pair, les femmes supportant la charge des tâches familiales étant particulièrement exposées. Une étude indique ce sont les jeunes, et notamment les étudiant-es confronté-es massivement à la précarité qui ont été touché-es le plus sévèrement. Ce qui se traduit par une exposition aux idées suicidaires bien plus importante des étudiant-es que pour les autres catégories de la population.

Les estimations les plus crédibles font état d'un basculement de près d'un million de personnes dans la pauvreté suite à la crise sanitaire, disposant donc d'un revenu mensuel inférieur à 1 063 € par mois (et unité de consommation), à commencer par les étudiant-es dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins fondamentaux. De même pour les foyers monoparentaux, composés essentiellement de femmes.

Ce qui s'est traduit par une augmentation de 30 % des demandes d'aides alimentaires, chiffre d'avant le deuxième confinement. La hausse du chômage et la perte de revenus détériore fortement les autres aspects de la vie quotidienne et sociale : factures d'énergie impayées, échéances de loyer ou de remboursements de prêts pour les primo accédants qui ne sont plus honorés....

